Dans le monde une classe en lutte

DECEMBRE 2006 **PUBLICATION DIFFUSEE GRATUITEMENT**

ECHANGES ET MOUVEMENT, BP 241,75866 PARIS CEDEX 18, FRANCE

Arrivé à l'apogée de sa puissance, le capitalisme est aussi arrivé au plus haut point de sa vulnérabilité; il ne débouche nulle part ailleurs que sur la mort. Si faibles que soient les chances de révolte, c'est moins que jamais le moment de renoncer au combat

LA GRANDE PEUR ?

240 CRS et gendarmes contre 300 travailleurs de Thomé-Génot

Thomé-Génot , Nouzonville, 6.500 habitants à 10 km de Charleville-Mézières (Ardennes), une région qui affiche un taux de chômage de 22%. Une entreprise centenaire qui, il y a seulement quinze ans, était le leader mondial de pôles d'alternateurs, pièce des moteurs notamment de tous véhicules ; il y a dix ans, une voiture sur trois dans le monde roulait avec ce qui sortait de cette usine.. La féroce compétition dans ce secteur peut avoir été l'amorce du déclin de la firme sur laquelle se jette un rapace financier américain prolixe de promesses d'un redressement qui ne semble pas alors poser de problèmes. Mais la séduction se transforme en dépeçage : le financier saigne tout ce qu'il peut prélever y compris la vente de la cité ouvrière qui dans le passé accompagnait le paternalisme patronal. Pour finir par un dépôt de bilan avec liquidation. On propose aux 300 travailleurs, 25.000 euros (1) et l'obligation de souscrire un " contrat de transition professionnelle "

Le 24 octobre, les travailleurs en ont ras le bol : ils occupent l'usine ; les plus durs, se souvenant de Cellatex en juillet 2000 à Givet tout proche , parlent aussi de déverser dans la Meuse proche des produits dangereux stockés , d'autres d'incendier l'usine en la faisant exploser.. Aujourd'hui, l'usine est toujours occupée mais par 240 CRS et gendarmes qui ont fait évacuer les lieux par la force le 9 novembre.

Le ras le bol est général et les séductions politiques du changement et du renouveau plus insistants que jamais ; mais les fermetures d'usine et :ou les transferts sous des cieux où l'exploitation du travail est plus rentable sont plus fréquents que jamais ; tout cela fait que les opportunités d'action directe se reproduiront inévitablement et qu'elles pourront prendre de vitesse la répression politique et syndicale.

(1) on doit rappeler qu'après Cellatex et autres conflits du même genre pour obtenir des indemnisations plus conséquentes, le gouvernement a décidé de considérer ces indemnités non plus comme une sorte de capital dont le chômeur pouvait librement disposer, mais comme un surplus d'allocations chômage exceptionnelles ; les allocations légales ne courent alors qu'à partir du moment où ladite indemnité aura finalement servi à prolonger la période de chômage indemnisé. Ce qui réduit considérablement l'intérêt de se battre pour ces indemnité et favorise ceux qui peuvent trouver immédiatement du travail et qui conservent ce capital.

FOREST - BRUXELLES : LE CHANTAGE.

UN CAS PARTICULIER IMPORTANT DANS LE CAPITAL MONDIAL - DEBÂCLE ET RECONSTRUCTION DE L'AUTOMOBILE MONDIALE - LA GRANDE REDISTRIBUTION SUR LE DOS DES TRAVAILLEURS.

21 novembre 2006, la multinationale allemande Volkswagen annonce la quasi fermeture de son usine belge de Forest-Bruxelles avec la suppression de 4.000 emplois sur 5.300, l'essentiel de la production de cette usine devant être transférée sur des sites de production en Allemagne. En réalité, ce sont plus de 13.000 travailleurs qui seraient touchés par cette fermeture si on y inclut ceux travaillant dans les firmes sous-traitantes

Cette annonce fait suite à un accord conclu pour les usines allemandes de Vw avec le syndicat IG Metall qui a porté les horaires de 25 à 33 heures hebdomadaires sans augmentation et planifié une réduction des effectifs de 20.000 travailleurs sur trois ans. Les réductions d'activité concerneraient aussi les autres usines européennes de l'Ouest d'Espagne (Pampelune) et du Portugal (Palmela) alors que de nouvelles unités verront leur production s'accroître en Russie, Inde et Chine (à moindre coût bien sûr) (Vw exploite 330.000 travailleurs dans le monde dont 73% en Europe- outre les pays cités, en Slovaquie et en Pologne) . Il s'agit paraît-il de cesser d'utiliser les usines européennes aux trois quarts de leur capacité. L'opération semble avec le temps être plus le produit d'un chantage pour faire accepter des conditions d'exploitation plus dures qu'une intention réelle de fermer cette usine. En effet , le 6 décembre des propositions patronales sont faites de maintien de l'activité en portant l'horaire à 38 heures sans augmentation ce qui permettrait de " sauver " 3.000 emplois réduisant le nombre des licenciés entre 500 à 1.000 (on ne parle jamais dans ces palabres des travailleurs exploités chez les sous-traitants). La grève des travailleurs de Forest est plus que classique et il n'y a pratiquement pas de grèves de solidarité,

soit des autres travailleurs belges (en dehors d'une manifestation promenade de 25.000 à Bruxelles le 3 décembre)), soit des autres usines Volkswagen d'Europe et notamment 'Allemagne (sauf une déclaration officielle d'IG Metall que " tant que la grève durera les usines européennes ne reprendront pas la production de Forest " (ce qui n'engage guère puisqu'initialement, VW voulait fermer l'usine belge et que Vw a d'autres atouts en en hors d'Europe). Tout reste dans le vague et le but semble bien être de faire avaler aux travailleurs une réduction des coûts en brandissant la menace de fermeture et de licenciements massifs.

Cet **épisode européen** n'est qu'un chapitre d'un bouleversement mondial d'une des plus importantes industries du monde aux prises partout en raison de la surproduction, tant en Europe qu'aux USA, et de la compétition acharnée qui en résulte, avec des déplacements vers les pays en voie de développement et des pressions pour abaisser les coûts de production.

Aux **USA,** les " trois grands " General Motors, Chrysler (Daimler) et Ford sont aux prises avec des situations dramatiques tant pour les travailleurs que pour les syndicats (voir les précédents bulletins) Alors que les firmes précitées tentent par tous moyens d'échapper aux obligations des contrats collectifs antérieurs notamment en matière de retraite et de santé, les firmes japonaises prospèrent, s'étant implantées aux USA récemment dans des régions reculées , avec un personnel jeune et non syndiqué.

Les travailleurs des sous-traitants sont partout ceux qui souffrent le plus car les firmes de l'automobile tentent de réduire les coûts en imposant aux équipementiers des tâches de plus en plus complexes et des conditions de plus en plus strictes pour conserver leur marché. Ce sont les travailleurs de ces firmes qui en subissent le contre coup n'ayant pas les protections des travailleurs des grandes unités. Aux USA, c'est le sort des travailleurs des grands équipementiers filiales des trusts précités, Delphi pour GM, Visteon pour Ford, qui utilisent aussi toutes les astuces juridiques pour échapper à leurs obligations antérieures. Le syndicat UAW, ne fait qu'entériner les décisions patronales ce qui est également l'attitude des travailleurs qui ne peuvent lutter, coincés par un chantage similaire à celui de Volkswagen en Belgique. Pour ne donner qu'un exemple, Ford projette de fermer en 2007 16 usines et de licencier 4.500 travailleurs

En **France**, le secteur est en pleine concentration avec les conséquences que nous évoquons par ailleurs dans ce bulletin. Le nombre des travailleurs exploités par les équipementiers, sous-traitants des grandes marques, est tombé de 143.000 en 1980 à 90.000 en 2005 et le nombre des entreprises de 320 à 217 ; mais leur chiffre d'affaire est passé de 5,6 milliards à 20 milliards, ce qui montre le bond de productivité.

En **Chine** on assiste aussi à des restructurations, les entreprises d'Etat étant liquidées (privatisées) alors que PSA par exemple y construit une seconde usine. La Qingyang City Automobile Transportation Company , entreprise d'Etat du Gansu ayant licencié plusieurs milliers de travailleurs, 1.000 d'entre eux se révoltent et séquestrent les dirigeants corrompus. 1.448 des ex exploités ont bien touché une indemnité de 800 yuans suite à des accords de licenciement, mais lorsqu'ils ont présenté leurs chèques à la banque, le compte était vidé.

LA REVOLTE DES FEMMES DE L'OMBRE

Dans le bulletin de juillet nous avons parlé des la révolte des latinos (immigrés sans ou avec papiers) qui, dans un mouvement qui avait embrasé tout les Etats-Unis, avait fait reculer le vote d'une loi particulièrement répressive pour les immigrés. Certains commentaires avaient même ajouté : " le géant endormi se réveille "D'une certaine façon, le géant continue sa marche

Antérieurement, de 1999 à 2001, les travailleurs du nettoyage d'immeubles de bureaux et autres gratte-ciel de collectivités, les " janitors " avaient déjà montré leur force dans une lutte contre les capitalistes du nettoyage, lutte victorieuse qui s'était étendue à d'autres villes des USA. Ces luttes avaient donné essor à un syndicat - Service Employees International Union (SEIU) - qui a pris beaucoup de poids dans la fédération syndicale AFL-CIO à la mesure du déclin des syndicats traditionnels suite à la crise des industries de base et de l'automobile.

" Justice for Janitors " est de nouveau le slogan dans la grève des janitors de Houston dans le Texas , un état particulièrement réactionnaire et peu enclin à satisfaire des revendications ouvrières. La grève s'est déclenchée sur les salaires et conditions de travail. Un exemple des conditions d'exploitation est donné par une femme mexicaine qui, après 5 ans dans ce travail, se fait exploiter en équipe de 4 heures 30, devant nettoyer 4 étages de bureaux dont 8 toilettes pour une salaire de 4 euros de l'heure. La plupart sont des femmes d'origine mexicaine ou d'Amérique Centrale. Leur revendication: 6,80 euros de l'heure et des garanties santé. Sur les 5.300 " janitors " de Houston, 1.700 sont en grève , travaillant pour les cinq plus grosses sociétés de nettoyage traitant le nettoyage de 58 immeubles de trusts pétroliers ou autres. collectivités.

La grève commence le 23 octobre après rupture des pourparlers. Les grévistes ne se contentent pas de mettre des piquets devant les immeubles concernés mais aussi devant les bâtiments publics, d'organiser des manifestations ; des sit-in bloquant la circulation (12 arrestations) Comme les piquets sont respectés par les employés, certains parlent même d'un soutien équivalent à une désobéissance civile. Les entreprises de nettoyage tentent bien de tourner la grève avec des jaunes mais doivent finalement céder devant la détermination des grévistes et la pression de sociétés clientes. Un accord est conclu - et accepté - le 21 novembre (après presque un mois de grève) comportant une augmentation des salaires à 6,20 euros de l'heure, progressivement jusqu'au 1.1.2009, le temps de travail est porté à 6 heures et une prime mensuelle sera versée pour la couverture santé : 16 euros pour les personnes seules et 140 euros par famille.

Si en surface la grève ressemblait à une grève traditionnelle pour les salaires, de l'aveu général, elle allait bien au delà des conditions de travail. Beaucoup la voyaient comme une sorte de référendum dans la ville de Houston, comme une partie de l'action dans tout le pays pour que les immigrants soient reconnus avec les mêmes droits que tout Américain. Comme le déclarait une des " janitors " " On veut travailler plus, gagner plus, mais aussi on veut plus de respect et plus de dignité " ; exactement - Bread and Roses - du pain et des roses - comme des ouvrières du textile en grève il y a plus d'un siècle dans ce même pays avaient résumé alors leur lutte.

Un tel mouvement pourrait-il s'étendre à toutes celles (et ceux) qui oeuvrent en Europe dans le nettoyage des bureaux et autres lieux publics. Une campagne se déroule actuellement en Grande Bretagne contre la première société mondiale de nettoyage - ISS Cleanng Services - qui exploite ces travailleuses de l'ombre dans 42 pays, ceux et celles qui oeuvrent de 21 heures à 6 heures du matin cinq jours par semaine pour 7 euros de l'heure avec seulement 12 jours de congés payés. Des piquets de grève tentent de bloquer les halls d'entrée des gratte-ciel de la City de Londres..

En France, les mouvements contre la chaîne d'hôtels Accor pour les conditions de travail et les salaires de " femmes de ménage " dans le passé et actuellement au Novotel de Bagnolet (banlieue est de Paris) restent très limités, ne parviennent pas à s'étendre et n'aboutissent le plus souvent qu'a des échecs.

LA VULNERABILITE DU SYSTEME CAPITALISTE AUX TRAVAILLEURS BIEN PLACES DE JOUER.

BRESIL - 3/11/2006 - Les 2.700 contrôleurs aériens, bien que sous contrôle militaire, bloquent tout le contrôle aérien du Brésil avec une grève du zèle, faisant fermer les principaux aéroports, simplement en ne traitant que les 14 avions téglementaires en même temps au lieu de 16 à 17 qu'on leur impose habituellement. Les passagers excédés ont envahi et ravagé les comptoirs d'enregistrement avant d'en être délogés par la police. 149 contrôleurs ont été réquisitionnés pour faire fonctionner l'aéroport de la capitale Brasilia. La grève répondait à des accusations de négligence suite à une collision entre un avion de tourisme et un avion de ligne qui s'était écrasé faisant 154 victime et qui avait entraîné la suspension de huit contrôleurs. Après huit jours de grève, le gouvernement a cédé avec l'embauche immédiate de 60 contrôleurs supplémentaires. Reprise du travail.

FRANCE - Cadence Innovation (1365 travailleurs), équipementier est mis en liquidation le 21 septembre 2006,la production étant garantie jusqu'au 21.12.2006 pour l'usine de Noeux-les-Mines (Pas-de-Calais) ; deux autres usines du groupe à Bornhaupt-le-Haut (Haut-Rhin) et Pouancé (Maine-et-Loire) auraient trouvé des acquéreurs, par celle du Pas-de-

Calais. Cette dernière usine approvisionne notamment en pare-chocs les usines PSA de Valenciennes et Renault de Douai, les deux, comme partout pour des usines de montage, travaillant à flux tendu

Tous les travailleurs de l'équipementier se mettent en grève le 24 novembre, bloquant toute livraison : trois jours après, l'usine PSA doit stopper après avoir sorti des voitures sans pare-chocs. Deux jours plus tard, c'est Renault qui doit stopper En tout, 15.000 travailleurs sont en chômage technique. On appelle à la rescousse la filiale de PSA, Faurecia, équipementier qui a pourtant d'autres chats à fouetter (accusations de corruption en Allemagne et licenciements en France). Tout le monde s'y met y compris la CGT pour patronner une reprise par Faurecia et le travail reprend après 13 jours de grève. Mais sur les 436 travailleurs de Noeux-les-Mines, 218 sont mis sur la touche, 115 iront se faire exploiter ailleurs, jusqu'en région parisienne ; les autres, plus de 100 devront affronter chômage, reconversion, etc...Ils rejoindront les 900 emplois supprimés chez les équipementiers du Nord - Pas-de-Calais en 2006.

BANGLADESH :LA LUTTE DE CLASSE DETOURNEE DANS DES AFFRONTEMENTS POLITIQUES

La situation décrite dans le précédents bulletin s'est prolongée tout au long des derniers mois mais à la lutte des travailleurs s'est substituée une lutte politique dans les violences de rue traditionnelles et la situation d'une bonne partie des travailleurs de la confection ne s'est guère améliorée.

Après les émeutes de tout l'été et le refus d'une bonne partie du patronat d'appliquer les promesses tenues seulement pour obtenir la reprise du travail, un dernier accord a été conclu début octobre qui ne concernait que les salaires minimum et aucune des autres revendications. Le salaire minimum mensuel a été porté - sur le papier - à 1.642 takas (32,8 euros) alors que la revendication d'origine était de 3.000 takas. Ce salaire de base s'applique à une échelle hiérarchique de 1 à 7, l'échelle 7 prévoyant 5.140 takas (103 euros) ; mais les apprentis peuvent n'être payés que 1.200 takas (24 euros).

Comme pour les précédents, il est difficile de dire où il est réellement appliqué car, encore en octobre, des révoltes ponctuelles avec des usines vandalisées et incendiées ont encore éclaté mais localisées et ne se généralisant que dans l'immédiat environnement. Il semble également que le patronat ait tenté de contraindre les travailleurs de revenir au travail à n'importe quelle condition en les affamant avec des lock-out sélectifs et même en manipulant les coupures d'électricité (il y a eu des grèves et manifestations contre ces coupures)

Mais ce que l'on ne peut que considérer comme une défaite ouvrière a été masqué (volontairement peut-être mais en tout cas avec cet effet) par de violents affrontements politiques, l'opposition déclenchant une sorte de grève générale dont les patrons se sont plaints qu'elle bloquait leurs possibilités d'exportation.

Ces violences politiques sont venues à point mais elles étaient le résultat d'un processus électoral normal.et pas du tout un soutien aux émeutes de l'été : le mandat de l'assemblée parlementaire dominée par l'un des partis , le BNP étant expiré, une période de trois mois préélectorale doit être gérée par un médiateur. Celui-ci, désigné par une haute autorité, était contesté par l'opposition politique de la Ligue Awami qui a déclenché toute cette série de violence (considérées comme plus importantes que celles qui avaient fait chuter la dictature militaire en 1990). Un accord est finalement intervenu et " le calme rétablu" , mais, pour le moment, l'effet essentiel semble avoir été d'avoir réduit, autant par la misère que par les manoeuvres patronales, le potentiel de lutte que représentait la généralisation et la violence des luttes de l'été dernier.

MEXIQUE- OAXACA : LA REPRESSION

Oaxaca (voir précédent bulletin) c'est fini dans la répression et le sang

Le gouverneur est toujours en place ; ses milices personnelles, la police et l'armée font encore la chasse à ceux qui ont échappé aux arrestations lors des dernières manifestations. L'assemblée populaire APPO, s'est plus ou moins désagrégée avec la division des enseignants dont les revendications ont été satisfaites au cours de l'été, avec le retrait des communautés indiennes lassées par le jusqu'au-boutisme et les interminables palabres des irréductibles attirés par ce qu'ils considéraient comme des perspectives révolutionnaires. Elle n'est plus que l'ombre de ce qu'elle fut.

Divisions et répression ont contribué à tout disloquer. Mais une question se pose, comme dans tout mouvement, de ce genre qui reste isolé : pourquoi la " Commune d'Oaxaca " est-elle restée isolée dans un Mexique aux prises avec une crise économique et politique ? On peut avancer une réponse ; peu de choses contribuaient à une telle généralisation . La solidarité avec un mouvement de cette ampleur dépend de la communauté d'intérêt de lutte que ce mouvement peut entraîner. Ceux qui avaient pris le contrôle de la ville, outre les revendications des enseignants , ne demandaient essentiellement qu'une chose : le départ du gouverneur. Dans leur gestion minimale de la ville, outre la prise de possession de bâtiments publics, des organes de diffusion (stations radio et TV), aucun organisme de gestion ne fut mis en place. Il n'y eut aucune mesure, même si elle serait restée un programme, concernant l'ensemble du système capitaliste, quant au droit de propriété notamment quant à la possession des terres, quant à l'exploitation du travail. Tout est resté au stade de la revendicatio politique qui était spécifique à l'état d'Oaxaca et à la ville , revendicatio qui n'impliquait même pas une contestation directe du pouvoir dEta même si , dans les faits cette révolte signifiait localement la négation d ce pouvoir. Dès lors, en dehors de manifestations de sympathie et d'associations individuelles à la lutte, le mouvement restait localisé et ne pouvait s'étendre : ol portait déjà dès lors en lui-même sa propre condamnation et sa fin dans la répression.

L'étude détaillée promise paraîtra dans le N° 119 d'Echanges et dans le prochain bulletin.

LA SECURITE SOCIALE PROFESSIONNELLE

LA MISE EN PLACE CONDITIONNEE DE LA PRECARITE

Pas à pas, la Sécurité Sociale Professionnelle (SSP) organisant la précarité se met en place

En février 2004, une étude de consultants d'entreprise intitulée " Concilier la flexibilité des entreprises et la sécurité des salariés " posait les termes d'une réforme nécessaire du droit du travail (les relations capital-travail) pour répondre aux nécessités des transformations techniques et de l'évolution compétitive du capital. Abordant la question des difficultés de reclassement et du dilemme ou bien indemniser les exploités victimes de ces transferts ou bien les aider à changer d'activité, l'étude cherchait à définir ce qu'il appelait un " compromis salarial ". Le but évident était de permettre au capital non de mettre au rebut et de stocker les déchets de son inexorable évolution mais de les recycler en les rendant de nouveau " employables " (exploitables)

Le texte parlait déjà de SSP géré de manière tripartite, patronat, gouvernement, syndicat (capital, travail et éventuellement Etat arbitre). Il montrait, avec des exemples que certaines grandes firmes avaient déjà mis en place des systèmes internes permettant de reclasser à l'intérieur d'un groupe capitaliste (incluant filiales et sous-traitants) ceux que l'évolution de l'entreprise mettent sur la touche. Parmi ces firmes, on trouvait déjà les Caisses d'Epargne, Aventis, Renault.

Un exemple récent est donné par ce qui vient d'être adopté par le groupe Thalès (électronique, armement). Aux termes de trois accords signés par les syndicats majoritaires fin novembre 2006 tous les salariés du groupe voient leur statut unifié dans une convention sociale unique visant à faciliter leur mobilité dans tous les sites du groupe et de ses filiales. Ces accords sont une anticipation des difficultés dans l'utilisation de la main d'œuvre présente dans une gestion prévisionnelle des restructurations et une recyclage dans le groupe des déchets inutiles après formation.

Mais ce que des grands groupes peuvent faire, les PME n'en ont pas les moyens. C'est ainsi que furent conçus, à titre expérimental, des programmes régionaux intitulés " Plans Régionaux de Développement des Formations (PRDF) qui ont tenté de mettre en

œuvre, au niveau local cette politique de recyclage des déchets de l'exploitation (en Bretagne, Pays de la Loire, Aquitaine, Poitou-Charente) Cette conjonction d'une politique des grandes entreprises et d'expériences régionales autour du recyclage de la force de travail pose la nécessité de telles mesures à l'échelle nationale, à la mesure de l'extension du chômage^ et de la précarité. Dans le passé, les régulations des conditions d'exploitation de la force de travail rendues nécessaires par les modifications dans les méthodes d'organisation du travail et la modification conséquente de la relation capital-travail (retraite, assurance maladie, congés payés) ont toujours, avant leur généralisation à l'échelle nationale été mises en œuvre dans les grandes entreprises en pointe dans la mise en œuvre de ces nouvelles méthodes de production. Elles apparaissaient alors comme du paternalisme destiné à assurer la stabilité et la docilité souhaitables de cette force de travail pour maximiser les profits.

Le même problème se posait pour les PME qui ne voyaient par l'intérêt de telles mesures mais ne pouvaient résister longtemps à des revendications qui, non satisfaites, pouvaient soit déclencher des conflits, soit drainer les exploités vers les grandes entreprises.. Une généralisation des " mesures sociales " prises par les entreprises " pionnières " furent étendues et généralisées par l'Etat, à la fois sous pression patronale et ouvrière.. Souvent une telle généralisation intervint dans des périodes de crise sociale ou de la nécessité pour le capital de s'assurer le soutien de la force de travail dans un effort productif, comme le redressement du capital en France après les guerres mondiales.

Toutes les discussions présentes sur la SSP (elle se fait maintenant au grand jour dans les milieux syndicaux, patronaux et gouvernementaux) vont dans le sens d'une généralisation de ce qui se fait déjà partiellement .. Le CNE, le défunt CPE, le contrat dernière embauche vont dans ce sens et ne sont que les élément d'un puzzle qui s'assemble peu à peu. Parmi les dernières pièces du puzzle, un " contrat de transition professionnel " est présentement expérimenté dans certaines régions pour 3.000 travailleurs entre deux emplois avec une " sécurité " financière de 12 mois sous l'autorité d'un organisme spécifique régional.

D'AUTRES ATTAQUES DU CAPITAL L'OFFENSIVE CONTRE LES COÛTS DE PRODUCTION

LE DURCISSEMENT ET LA TRANSFORMATION DES CONDITIONS D'EXPLOITATION LES RESISTANCES OUVRIERES ET LES SUITES

Salaires et conditions de travail

GRANDE -BRETAGNE - *20/11/2006- - 2.000 chauffeurs de la Métroline (bus du Nord et centre de Londres) en grève totale d'une journée pour les salaires.

*18/11/2006 - 900 plongeurs des exploitations pétrolières de la Mer du Nord acceptent, après 10 jours de grève les propositions patronales d'une augmentation de 44,7 % sur deux ans. Mais rien sur leurs conditions de travail : ils doivent vivre à six 20 jours d'affilée dans une chambre de compression de 4mètres 50 sur 2 pour qu'ils puissent plonger à tout moment, suivis de six jours dans une chambre de décompression.

*- 11/11/2006 - toujours des grèves d'usure dans les postes contre des changements dans les conditions de travail et la suppression de plusieurs milliers de bureaux de postes.

*- même situation chez les enseignants contre une modification du rôle des enseignants et le blocage des salaires : des grèves localisées à Oldham (banlieue de Londres), Redhill (Surrey), Islington (Londres)

*Octobre 2006 - Syndicats et gouvernement ont signé en 1997 un accord pour un statut unique de tous les travailleurs des collectivités locales avec une échelle unique de salaires, des horaires identiques (37 h) et l'extension du travail temporaire et du temps partiel. Les municipalités appliquent actuellement cet accord qui doit être effectif au 1/4/2007 d'une manière restrictive avec des réorganisations qui tendent à raboter tous les avantages spécifiques à certaines catégories (certains travailleurs municipaux peuvent toucher des bonus représentant jusqu'à 40% du salaire de base), ce qui provoque des réactions ponctuelles de base, en ordre dispersé (ce qui était évidemment le but de l'opération). A Newham (banlieue est de Londres) 500 éboueurs se mettent en grève sauvage lorsqu'ils se voient notifier des changements impliquant des baisses de salaires ; ils marchent sur la mairie dont ils font le siège mais sont délogés par la police : ils reprennent le travail mais font la grève des heures supplémentaires jusqu'à ce que la reforme soir rapportée. Des manifestations semblables se déroulent sur ce même problème à Coventry, Fife, Falkirk, Perth, Birmingham

*Octobre 2006 - Manchester Un call centre sur le site Fujitsu, IT Services - grèves à répétition (du zèle, des heures supplémentaires,etc...) contre les conditions d'exploitation (bas salaires, heures supplémentaires non payées,etc...)

GRECE - *25/10/2006 - Six semaines de grève des enseignants du primaire et trois semaines de ceux du secondaire pour les salaires (1.400 euros mensuels pour débutants) et problèmes pédagogiques, occupation d'universités contre privatisation et manque de crédits. Une agitation qui se poursuit avec un grand soutien populaire et avec un changement de tactique : 1.000 écoles occupées. Nouvelle grève de 24 h de manifestations le 3/11 ; des affrontements avec les flics.

FRANCE - *14/11/2006 - " Grève d'avertissement " d'une journée des syndicats contre l'ouverture à la concurrence dans le cadre des instructions européennes. Moins de 20% des 300.000 postiers participent à cette " défense du service public ". On doit ajouter que plus de la moitié des postiers ne sont plus fonctionnaires mais sous statut privé avec un pourcentage respectable de postiers sont temporaires ou intérimaires.

*23/11/2006 - Toulouse (Haute-Garonne) - Siemens VDO Automotive - trois jours de grève reconduite de 900 travailleurs sur 2.000 pour obtenir 1.500 euros mini mensuels : ils sont rejoints par 30 d'une usine voisine (Boussens) du même équipementier.

*5/11/2006 - SIRAV , filiale de Veolia (ex Vivendi)transports routiers en grève dans le Val-de-Marne et l'Essonne pour les salaires et conditions de travail.

*27/11/2006 - Toulouse (Haute-Garonne) Planet Saturn (électroménager, hifi, etc... filiale du groupe allemand Metro AG :70 travailleurs en grève Depuis le 16/11 pour salaires et conditions de travail.

*- septembre - octobre 2006 La direction des mutuelles Macif et Maaf voulant imposer une nouvelle convention sociale instituant plus de flexibilité, le salaire au mérite et une réduction des congés, des grèves débutent en septembre et continuent avec des débrayages de deux heures chaque semaine, de plus en plus suivies; suivies aussi par une reprise de négociations sans résultat jusqu'à maintenant.

*- 7/11/2006 - Des centaines de chauffeurs de bus de banlieue des Courriers d'Ile de France, en grève contre l'insécurité, bloquent 117 lignes de bus dans trois départements des banlieues Nord et Nord-Est de Paris. En novembre et décembre de nombreux conflits locaux ont éclaté dans les transport urbains pour des questions de conditions de travail et de salaires. La mise en service des horaires d'hiver à la SNCF, a déclenché de même des conflits régionaux qui, contrairement aux années précédentes perdurent notamment à Paris (gare Saint-Lazare) et en Alsace, témoignant d'une tension sociale qui dépasse des aménagements saisonniers d'horaires de travail.

COREE DU SUD - *16/11/2006 - Séoul la capitale bloquée par une manifestation de 200.000 travailleurs appelés par le syndicat KCTU dans une grève d'avertissement pour de meilleures relations capital-travail et la fin des travailleurs irréguliers qui forment 1/3 de la force de travail, gagnent 30% de moins que les travailleurs permanents sans contrat, ni avantages divers. Voir précédent bulletin pour les grèves de l'été derniers dans l'automobile notamment : Hyundai Motors qui a connu plus d'un mois de grève déclare que ses profits ont chuté de 47%. Dans tout le pays, de 1995 à 2006, les grèves sont passées annuellement de 88 à 286 alors que doublait ne nombre de journées de grève.

*27/9/2006 - Les fonctionnaires n'ont pas le droit de grève. Un syndicat , la KGEU (Korean Governement Employees'Union) s'est formé avec 140.000 adhérents pour tenter de défendre leurs droits. Mais , le gouvernement a fait voter une loi qui contraint le syndicat à s'enregistrer pour avoir une existence légale ; l'enregistrement lui ferait reconnaître l'interdiction de la grève pour ses adhérents. Son refus d'être

enregistré l'a placé dans l'illégalité et le 3 octobre, la police des émeutes a été déchaînée contre les 140 bureaux syndicaux dans tout le pays. Prévenus de cet assaut, les syndiqués avaient établi des barricades pour les protéger, mais ils ne purent empêcher l'invasion menée avec les grands moyens. Plus de 100 opposants furent arrêtés, d'autres hospitalisés;12 dirigeants font l'objet de poursuites pour implications dans une organisation illégale.

CHINE - *20/10/2006 - 100 éboueurs en grève à Lanzhou (Gansu) pour l'application d'un salaire minimum.

POLOGNE - *22/11/2006 - grève partielle des 100.000 postiers pour les salaires sur arrière plan politique (privatisation)

BELGIQUE - *20/9/2006 - FN à Herstal (près de Liège) (armes). Après trois semaines de grève des 1000 travailleurs? la reprise se fait avec une prime de 1.100 euros, des garanties d'emploi et des mesures pour pousser les travailleurs âgés vers la sortie.

ARGENTINE - *juillet 2006 - Vu le chômage: les conditions d'exploitation valent celles de la Chine. Les chaussures de luxe de la marque " Cabatini " sont fabriquées par des travailleurs privés de leurs droits les plus élémentaires, exploités de 11 à 14 heures par jour ; l'un d'entre eux a été licencié pour avoir osé réclamer le paiement des heures supplémentaires

ESPAGNE - Guérilla . Après six mois de grèves à géométrie variable (ponctuée de répressions patronales diverses) les travailleurs du centre logistique de la chaîne catalane de supermarchés " Mercadona " décident de reprendre le travail et de ne plus faire grève que chaque jeudi.

ETATS-UNIS - *Depuis le 5 octobre la grève des 17.000 travailleurs des usines Goodyear dues USA et du Canada (pneumatiques) concerne la représentation syndicale : le syndicat United Steel Workers ayant réussi à s'implanter dans l'usine du groupe dans le Texas, Goodyear veut fermer l'usine. Les usines tournent avec des travailleurs de remplacement ou des non-syndiqués à 20% de leur capacité. Les pneus équipant les camions de l'armée américaine étant fabriqués dans l'usine Goodyear du Kansas ainsi que ceux des avions et autres équipement militaires, l'armée risque de cesser rapidement d'être opérationnelle notamment en Irak. Les généraux envisagent de contraindre le gouvernement à utiliser la loi Taft-Hartley qui permettrait de contraindre les 200 travailleurs de l'usine du Kansas de reprendre le travail sous peines de sanctions sévères. .

Relocalisation du capital vers l'Est et licenciements - Restructurations et valse des propriétaires.

M0NDE - *12/10/2006 - Les mutations du capital. Comme tout sous le capitalisme, " externaliser " devient une marchandise sujette à des spéculations autour d'un prix fixé par la concurrence et les éternelles " lois du marché " Six multinationales contrôlent la moitié de ce marché et y font en quelque sorte la loi : IBM,Accentur, ADS, ACS, Computer S et Hewlett Packard.. Les contrats à long terme sont en baisse depuis trois ans et n'ont plus que quatre années de durée contre 10 il y a quelques années et ils ont chuté de 20% sur un an. Cela marquerait un revirement dans la politique des délocalisation en raison des déboires de gestion et de l'augmentation des coûts.

CHINE --*13/10/2006 - Le trust franco-italien ST Microélectronics installe en Chine, avec un Coréen du Sud une usine de 2.000 travailleurs pour fabriquer des composants à Waxi qui absorbera 46% de sa production totale. Les usines européennes de Crolles (Isère) et de Catane (Italie) se partageraient le reste sur des promesses de technologies nouvelles.

- *14/12/2006 - La première banque d'Etat Industrial and Commercial Bank of China (ICBC) restructure lors de sa privatisation, licenciant 100.000 travailleurs dans tout le pays avec des indemnisations dérisoires. Ces travailleurs manifestent à Peking devant le siège du syndicat officiel All China Federation of Trade Union : plus de 50 arrestations.

*5/12/2006 - 3.000 retraités et chômeurs manifestent à Hangzhou (proche de Shanghai) contre leur situation suite à la privatisaton des aciréies où ols travaillaient. ILs bloquent pendant tois heures le centre de la ville et s'affrontent avec la police.

*12/12/2006 - 400 travailleurs du zoo de Shenzhen (proche de Hong Kong) - Shenzhen Safari Park - récemment privatisé sont en grève depuis le 7 décembre mais sont délogés de leur intrusion constante dans le zoo par la police le 10 décembre: ils veuent une indemnisation pour leur licenciement et le règlement des salaires impayés, revendication d'autant plus légitime que les dirigeants du zoo sont partis avec plus de 100.000 yuans d'indemnirés.

INDE - *La fabrication des prolétaires - 6/12/2006 - Tout comme en Chine, l'industrialisation exproprie les terres agricoles, un processus transformant aussi les paysans en exploités directs du capital. Dans la région de Calcutta, des mouvements divers, jusqu'à la grève de la faim tentent de s'opposer à la construction d'une usine d'automobiles par Rara Motors, qui les exproprie des terres qui assuraient leur subsistance.

FRANCE- *31/10/2006 - Aubade (lingerie féminine) supprime 180 postes dans ses usines de la Vienne à La Trimouille (50 travailleurs) et St Savin (200 travailleurs). L'entreprise a été rachetés par un groupe financier suisse Calida Holding qui a déjà délocalisé en Tunisie 70% de la production pour faire face à la concurrence chinoise. Pourtant dans ses usines, le salaire n'a pas bougé depuis 30 ans (en Tunisie, la minute de travail coûte 0, 142 euro contre 0, 33 en France). Les ravages sont d'autant plus ressentis que, si les femmes travaillaient dans la lingerie, les hommes travaillaient dans l'usine proche de meubles Domoform qui a fermé en septembre avec 288 licenciements.

*16/211/2006 - Le Vigan (Gard)Une filiale de Natexis, filiale de la Banque Populaire menace de supprimer 300 emplois dans son usine de collants alors que des plans sociaux antérieurs ont déjà mis sur le pavé 60% des travailleurs

*7/12/2006 - Les travailleurs de Dim (collants) bloquent le centre logistique de la firme à Autun (Saône-et-Loire) contre la suppression de 500 emplois sur 2.500 dans trois usines en France - 230 à Autun - (premier employeur)-, 95 à Château-Chinon (Nièvre). La firme délocalise de longue date en Roumanie et en Turquie. Un manifestation syndicale à Autun la 14/11 n'a rien donné non plus et la 9 décembre c'était la 13 ème réunion sans accord autour d 'un plan social.

*24/11/2006 - Logistique : dépôt DHL (filiale de Deutsche Post, 12.000 travailleurs en France)) du Val d'Oise près de l'aéroport de Roissy (Paris) . Après le départ des deux plus gros clients, un plan de licenciement déclenche une grève de 70 des travailleurs de ce centre.

*30/9/2006 - Saint-Gobain (verrerie - 120 emplois supprimés à Soissons (Aisne). SED (embouteillage à Blanquefort (Gironde) passe de mains en mains d'exploiteurs; au passage, 60 licenciements sur 120 travailleurs.

* Corsair, compagnie aérienne , filiale de Nouvelle Frontières (tourisme) annonce 271 licenciements sur 1620 travailleurs.

*novembre 2006 - FNAC Forum des Halles, Paris , et autres Fnac de Paris et d'ailleurs . " Tolérance zéro, obéissance maximum ". Des sanctions ciblées pour des faits tolérés jusqu'ici pour faire monter la pression en vue d'un projet de nouvelles règles de travail instituant notamment la polyvalence quelle que soit la qualification. Le tout sur un fond de cession par Pinault and Co (PPR) à un fonds de pension après une charrette d'entre 500 et 1.000 licenciements garantissant un bonne rentabilité dans une productivité épuisante.La situation est particulièrement tendue dans l'entreprise au point que la direction a interrompu une séance du comité d'entreprise "pour insultes" se plaignant de "manifestations de haine et de mépris qui n'ont absolument rien à vois avec le débat social" (sic)

- 15/11/2006 - Romans, capitale défunte de la chaussure voit disparaître ses derniers survivants aux vagues extérieures de compétition: Kélian,, chaussures de luxe cessera son activité l'été prochain : 103 licenciements. Il paraît qu'on peut conserver en France, la fabrication de qualité que les autres ne pourraient pas faire !Une preuve s'il en fallair, la qualité peut se faire partout

*16/11/2006 - 520 travailleurs de l'usine pharmaceutique Pfizer - Orbans à Orléans (Loiret) vendu à l'américain Johnson and Johnson sont en grève pour avoir une garantie d'emploi de 5 ans, une prime de transfert de 10.000 euros, ce qu'ont obtenu les travailleurs d'usines du même groupe d'Angers (Maine-et-Loire) et de Val de Rueil (Eure) cédés à un sous-traitanr italien Fareva. Après trois semaines de grève, reprise sans aucune autre garantie qu'une prime de 1.500 euros et un plan industriel de trois ans

*28/11/2006 - Usine Thomson de Genlis (Côte-d'Or) près de

Dijon (composants de tubes cathodiques) licencie la moitié des 636 travailleurs : 81 préretraites, 130 départs " volontaires ", 86 réembauchés ailleurs . Situation incertaine pour les autres dont la moyenne d'âge est de 48 ans.

*15/11/2006 - Areva (constructions atomiques) emploie à Mâcon 640 travailleurs et 130 intérimaires. La fermeture de l'atelier tôlerie - peinture en fait reclasser 51 mais 18 intérimaires sont purement et simplement licenciés.

ESPAGNE- *été 2006 L'usine Braun de Cornella de Llobregat (électro-ménager) est fermée par le repreneur américain Procter et Gamble : 700 licenciements d'ici 2008 (et plus de 3.000 avec la sous-traitance). Conflit entre les jeunes qui veulent se battre et les vieux qui regardent la préretraite.

SUEDE ET ALLEMAGNE- *15/11/2006 - Scania (camions suédois) voudrait racheter l'allemand Man mais ne pourrait restructurer en cas de fusion car les 7.000 travailleurs de Man sont protégés par un accord conclu parle syndicat IG Metall qui interdit tout licenciement d'ici 2012, garantie que n'ont pas les travailleurs de Scania. Le même groupe MAN a repris l'usine SEMT de St-Nazaire (Loire-Atlantique) et veut liquider 650 emplois.

ALLEMAGNE- *La banquassurance Allianz (contrôlant en France le groupe AGF) connaît une série de grèves tournantes impulsées par le syndicat des services Verdi (jusqu'à deux jours) contre la suppression de 5.000 postes sur différents sites.

*6/12/2006 - Deutsche Telekom a un projet de supprimer 32.000 emplois d'ici 2008 et d'en externaliser 45.000. Des conflits entre dirigeants impliquent le syndicat des services Verdi qui contrôle la moitié du conseil de surveillance.

*9/12/2006 - TUI spécialisée dans le tourisme supprime 4.000 emplois sur 68.000 travailleurs.

USA - *octobre 2006 - Intel (électronique) projette de supprimer 10.500 emplois dans le monde sur 92.000 d'ici 2.007

ARGENTINE - *7/12/2006 - Depuis le premier décembre, les piqueteros (chômeurs organisant des barrages routiers) campent sur la Place de Mai devant le palais présidentiel pour obtenir une revalorisation des aides au chômage.. Les tentatives d'intégrer les mouvements piqueteros dans la gestion de la crise économique et financière du pays ont échoué. Au même moment le gouvernement se trouve aux prises avec les agriculteurs et éleveurs (dont une partie sont des grands propriétaires terriens) qui ont déclenché une grève de neuf jours contre une tentative de contrôle des prix agricoles pour freiner l'envol des prix alimentaires.

SERBIE - *9/12/2006 - Grèves , manifestations et occupations d'universités contraignent le gouvernement à revenir sur un projet de réforme libérale et d'augmentation des droits universitaires.

ETATS-UNIS - *septembre 2006 - Dans les précédents bulletins, nous avons évoqué la situation des compagnies aériennes américaines qui, pour échapper à leurs obligations et réduire drastiquement effectifs et conditions de travail, se mettent sous la " protection " de la loi sur les faillites, tout en continuant leur activité d'une manière bien plus productive. Le cas de Northwest Airlines est exemplaire. Devant l'abandon par les syndicats de toute défense de la base, après la défaite des mécaniciens et de leur syndicat de base, ce sont les assistants de vol qui sont attaqués. Devant la menace d'une réduction de salaires et avantages et de licenciements, entérinée par le syndicat, ils ont formé une association de défense et avancé une tactique de grèves surprises bien ciblées (baptisée CHAOS, voir bulletin précédent). Après avoir vainement tenté de faire interdire cette tactique de lutte par le syndic de faillite, la compagnie s'est pourvu devant un des juges bien connu pour favoriser le patronat. Celui-ci, débordant ses pouvoirs, s'est arrogé abusivement le droit réservé au seul président des USA de se prévaloir d'une loi ; le Railways Labor Act, pour interdire toute action de ce genre. Ceci dans le silence du gouvernement et des syndicats, ce qui est particulièrement dangereux car cette extension peut faire jurisprudence avec l'autorité de la chose jugée.

MIGRATIONS-IMMIGRATION

Partout dans le monde, les pays " riches " tentent d'endiguer la vague de ceux qui, poussés par la misère et le mirage de l'exploitation capitaliste, par les peurs mortelles des guerres civiles ou autres ou des oppositions politiques et le mirage d'une insécurité relative dans les pays nantis, franchissent néanmoins tous les barrages frontaliers, souvent au prix de leur vie. L'illégalité (tout comme d'ailleurs une légalité toute relative) reste une arme puissante aux mains des exploiteurs pour maintenir une pression constante sur les salaires : la chasse aux illégaux - toute relative et inefficace qu'elle soit - est pourtant suffisante pour accroître d'autant plus les conditions d'exploitation de ces esclaves salariés et par contre coup sur tous les autres travailleurs.

FRANCE - *3/11/2006 - Sur les 60.000 travailleurs à l'aéroport de Roissy (banlieue nord-est de Paris), une bonne partie vit dans le département - le 93 , Seine Saint-Denis - distingué par se population d'immigrés et son taux élevé de chômage -, en partie sont maghrébins, et partie de confession musulmane. Au nom de la lutte anti terroriste une chasse aux sorcières a fait licencier 2.600 " suspects " depuis 2004. Mais la définition donnée par le ministre de l'intérieur le 28 octobre montre bien que le but de l'opération est tout autant de maintenir un rapport de force dans l'exploitation : " Je ne peux accepter que des gens qui ont une pratique radicale travaillent sur une plate forme aéroportuaire ". Comme dans le lot des licenciés figurent des militants syndicaux, on comprend mieux le sens de " pratique radicale "

UNION EUROPEENNE - *21/11/20066 La paille et la poutre Les Roms, une communauté de plus de 2 millions de proscrits en Europe. Un article du Monde relevait qu'en Europe centrale et orientale cette communauté vit " un phénomène inquiétant alors que plus de 90% des enfants sont orientés vers des " écoles spéciales " où sont parqués les enfants inadaptés ; 80% d'entre eux ne vont jamais au collège et seuls 2% peuvent aborder l'enseignement supérieur " Un enseignant français d'un établissement spécialisé du même genre remet les choses en place en expliquant que , pour diverses raisons, il en est exactement de même en France.

ESPAGNE-*21/11/2006 - L'émigration, aubaine pour le capital national. : trois millions depuis 2.000 (chiffre officiel après régulation massive sans tenir compte des nouveaux clandestins) auraient assuré la moitié de la croissance des cinq dernières années.. Un commentaire officiel affirme qu'elle a " réduit les problème des postes de travail non pourvus, amélioré la mobilité et tiré à la baisse les salaires " Alors qu'ils représenteraient 8% de la population, ils n'absorbent que 5,4% des dépenses publiques, 4,6% des dépenses de santé ; ils paieront jusqu'en 2030 7,4% des cotisations retraites alors qu'ils ne prendront que 0,5% des dépenses des organismes de retraite.

CHINE- *28/10/2006 - On dénombrerait un minimum de 140 millions de migrants de la campagne vers les villes. Ils sont considérés comme des sous-prolétaires n'ayant aucun droit aux services publics minimum d'éducation , de santé gratuits. Quant aux conditions de travail on peut se référer à l'exemple suivant dans une usine de jouets du Guangzhou (région de Canton). La journée " normale " consiste en une équipe de 12 heures mais souvent le travail peut être prolongé de 8 heures jusqu'à 2 ou 3 heures du matin. Une ouvrière (qui a dû prendre cet emploi à cause de la maladie de son mari), tombe inconsciente après avoir travaillé 21 heures non stop sauf un bref arrêt pour les repas. Elle décède après son transfert à l'hôpital. Il faut une grève des 40 ouvrières pour que le patron accepte de payer 52.000 yuans d'indemnisation (5.144 euros)

REPUBLIQUE DEMOCRATIQUE DU CONGO- *Migrations forcées : l'armée enlève des civils et les contraint au travail forcé dans les champs , les mines d'or d'Iturie. Lesdits militaires font partie des forces armées envoyées par le gouvernement central pour protéger les population. Le produit de l'exploitation forcée dans les mines est ecoulé par les multinationales.

GRANDE-BRETAGNE- *29/11/2006 - La révolte des exclus - Le centre de rétention de Harmondsworth près de l'aéroport de Heathrow (Londres), centre géré par une firme privée comme une prison " héberge " 500 immigrants en attente de régulation ou d'expulsion. Un incident avec un gardien déclenche une émeute ; une partie du centre est incendié et " l'ordre " n'est rétabli qu'après une journée. Des centre similaires " abritent " 2.660 immigrés (les prisons de Sa Majesté enferment 80.000 détenus)

LES CRIMES DU CAPITAL

POLOGNE - *23/11/2006 - Les catastrophes minières en Chine ont la vedette médiatique occidentale, beaucoup moins pour l'Union Européenne : 23 morts d'un coup de grisou dans une mine près de Katowice (Silésie). L'exploitation intensive des mines (mal entretenues dans la période de déclin de l'industrie), vu l'envolée du prix de la houille, a fait qu'en 2006 28 mineurs sur 120.000 ont été sacrifiés pour les profit capitaliste.

*Pour revenir à la **CHINE**, les catastrophes se suivent et se ressemblent avec leur lot sinistre de tués et de blessés : le 28 octobre 16 tués dans une explosion dans une mine du Xinjiang. Dans les huit derniers jours du mois d'octobre, on a décompté 194 mineurs tués ; le 7/11, 19 tués dans la Shanxi et 29 tués, 19 blessés dans le Gansu.

NIGERIA - *7/10/2006 - L'exploitation pétrolière par les multinationales dans le delta du Niger non seulement dépossède les populations locales mais pollue tout leur environnement vital. 95% des recettes pétrolières vont à un appareil d'Etat totalement corrompu. La Mouvement pour l'émancipation du Delta du Niger (MEND) s'appuie sur las populations locales et pratique - comme il peut - une pression pour obtenir une part du gâteau pour améliorer tant soit peu leur conditions de vie par des actions directes (coupures de pipelines, enlèvement d'expatriés du pétrole) Le 13 octobre 60 travailleurs de Shell ont été ainsi kidnappés et libérés le 10, certainement après versement d'une rançon . On estime que leurs actions réduisent les production pétrolière de 25%

MONDE - *2/11/2006 - les " sous-munitions " (souvent de la taille d'un dé à coudre pouvant sinon tuer du moins invalider, sont le moyen le plus sûr de laisser, une fois la paix faite, des souvenirs mortels aux civils. Il en reste ainsi, au minimum plus de 11.000 depuis 1973 au Sud Liban dont 40% sont encore opérationnelles.

*1/11/2006 - On parle beaucoup du Sida, mais moins de la maladie de la misère, la tuberculose, dont la recrudescence témoigne de la dégradation des conditions d'exploitation et de vie : 9 millions de cas chaque année dont 400.000 sont résistants à tout traitement d'où 2 millions de décès de cette maladie des pauvres.

ESPAGNE - *août-septembre 2006 - L'usine Asepeyo en Aragon utilise pour l'électrolyse du mercure. Des actions diverses pour faire payer les maladies engendrées par l'exposition à ce poison n'ont pas réussi à obtenir quoi que ce soit.

CHINE - *Une multinationale de Hongkong Gold Pile Industries Ltd fabrique toutes sortes de piles et emploie 400 travailleurs exposés au cadmium, un poison, sans aucune protection ou information sur la dangerosité de leur travail. Ils ont engagé une bataille juridique depuis 2004 pour obtenir une indemnisation et le remboursement des soins. Sans guère de succès, seuls 4% d'entre eux auraient touché une aumône

LES MODELES

Il apparaît souvent aujourd'hui que ce que l'on nous présentait comme " la " solution qu'avaient adoptée les pays proches ou lointains pour permettre à capitalistes et gouvernements de " résoudre " les problèmes sociaux que leur posait l'exploitation du travail pour en extraire le maximum de plus value, n'étaient souvent que des palliatifs temporaires vite balayés par les réalités économiques. Mais, pourtant les dirigeants nous resservent toujours les mêmes antiennes pour tenter de nous persuader d'accepter ce qui n'œuvre que pour leur bien et pas le nôtre.

Le modèle allemand - *19/10/2006 - Dans un rapport officiel de 800 pages, on apprend que 8% des allemands soit 6,5 millions d'entre eux vivent dans un " précariat déconnecté "(sic) (20% dans l'ex RDA et 4% en RFA) et que 10% des plus riches se partagent 47% de la richesse nationale ce que l'on peut inverser : 90% des allemands s'en partagent 53%

Le modèle britannique - *2/10/2006 - En 2005, les revenus individuels ont augmenté dans la finance, le pétrole et l'immobilier. Par exemple, 700 salariés d'un fonds de capital risque ont perçu 60% de plus de revenus qu'en 2004.. Par contre les travailleurs de la distribution sont à l'image ceux de Tesco, un des grands du secteur, dont les 389.000 exploités ont vu leurs revenus diminuer de 9% en deux ans et où un directeur gagne 400 fois la moyenne des salaires des salariés de base. Les salaires des dirigeants des grandes entreprises ont progressé de 30% en 2006 Et tout cela pour annoncer que le salaire moyen, toutes catégories confondues a augmenté de 4,1% en 2005 pour une inflation avouée de 2,4%. Naturellement il y en a qui sont plus moyens que d'autres. On estime que plus de 4 millions de foyers ne pourront pas faire face cet hiver à leurs factures d'énergie (l'électricité a augmenté de 27% et le gaz de 38%en un an ce qui est pour le moins paradoxal pour un pays qui produit gaz et pétrole)

Le gouvernement britannique (en fait le patronat) a refusé de se plier à la directive européenne limitant la durée hebdomadaire du travail à 48 heures : on peut faire dans ce pays jusqu'à 78 h et on estime que 1.700.000 travailleurs sont exploités plus de 48 h hebdomadaires

Bien dernière (ou première) dans un classement sur la " surveillance endémique " des pays " démocratiques " , la Grande Bretagne est le pays occidental le plus surveillé avec 4.200.000 caméras dans les lieux publics, une pour 14 habitants . Chaque citoyen est ainsi filmé 300 fois par jour sauf s'il reste cloîtré chez lui. L'espionnage s'étend à l'utilisation des nombreuses cartes de crédit des supermarchés, des stations services et des banques, ce qui permet d'établir les habitudes et le profil de la moitié des foyers britanniques. Toute personne entrant plus ou moins longtemps dans un commissariat, voit son ADN enrichir un fichier national qui compte déjà 3,5 millions de recensés ; tous les enfants ont une fiche familiale de renseignements. Les flics peuvent évidemment avoir accès à tous ces fichiers. Le projet d'une carte d'identité biométrique obligatoire prévoit que chacun devra la porter en pendentif.

Le modèle chinois - *12/9/2006 -Rujan près de Wenzhou, province de Zhejiang (sud de Shanghai) Plus de 10.000 habitants manifestent les 7 et 8 septembre et se battent avec la police devant le siège des autorités municipales (deux morts) , suite au décès suspect d'une professeur d'anglais, femme d'un riche entrepreneur de la ville soupçonné d'assassinat mais blanchi après avoir payé les policiers. L'usine du mari meurtrier est envahie et saccagée

Le modèle Américain : *2006 - Baltimore (Maryland) qui fut l'un des grands ports de la côte Est et une importante ville industrielle est devenue par la grâce des restructurations et délocalisations une des zones les plus déprimées des USA. La moyenne de vie (68 ans) est la plus basse du pays contre 81 ans dans le comté de Montgomery). Alcool , drogue, sida et violence accompagnent la misère et ont contribué à détruire toute vie sociale.

CONDITIONNEMENT IDEOLOGIQUE LA MANIPULATION.

ISRAËL -CISJORDANIE - *6/10/2006 - Pendant la guerre du Liban et celle des territoires palestiniens, la colonisation continue masquée par les envolées patriotiques :développement des colonies sauvages, pas d'évacuation, pas de démantèlement. Mais les avancées guerrières masquent également une crise sociale majeure en partie causée par l'économie de guerre. Non seulement plus du quart de la population vit sous le seuil de pauvreté, mais dans ces derniers mois , des grèves ponctuelles et importantes montrent que les vieilles recettes ne marchent plus guère : grèves dans le secteur bancaire début novembre contre les conséquences de la fusion de deux grandes banques ; grève sauvage de 500 temporaires bagagistes qui bloque l'aéroport Ben Gouriou de Tel Aviv du 1 au 7 novembre contre le licenciement de 130 d'entre eux (un jugement déclare cette grève illégale comme injustifiée et ordonne la reprise du travail sous peine de sanctions ; licenciement ramené à 77 temporaires). Toujours en novembre, pour la première fois grève d'avertissement d'une heure unissant les enseignants (**contre l'introduction du salaire au mérite)** et les étudiants contre la hausse des frais scolaires (cette action est aussi liée au refus des étudiants de retour de la guerre du Liban d'accepter encore d'autres sacrifices). Deux jours de grève des fonctionnaires contre le transfert autoritaire de leurs comptes bancaires d'une banque d'Etat à une banque privée qui leur impose des frais de tenue de compte (décision reportée pour négociations)

CHILI -* 27/10/2006 - Social-démocratie musclée : de

nouveau heurts entre police (**héritée de Pinochet**) et étudiants (plus de 500.000 dans ce mouvement) qui depuis mai occupent, évacuent, reprennent les écoles, manifestent, organisent des raids sur les établissements : encore 291 arrestations.

CHINE - *22/11/2006 - Les médias sont remplis de l'essor économique de la Chine et les dangers qu'il pourrait représenter pour les pays déjà industrialisés. Mais on dit bien peu des conditions dans lesquelles il s'effectue et notamment des conditions d'exploitation. Le revenu de quelque 130 millions de chinois (10% de la population) considérés comme les plus pauvres a baissé de 2,4 % en 2005. Dans le même temps, le revenu de quelque 130 millions de chinois considérés les plus riches (aussi 10%) a augmenté de 16 %. **Le fossé social serait plus important qu'aux USA ou en Russie**. La pauvreté serait même beaucoup plus importante que ces chiffres, ce qui est pris comme " seuil de pauvreté " étant extrêmement bas. De plus, ces pauvres, paysans ou migrants, sont pratiquement privés d'accès à l'éducation et à la santé.

INDE - *20/11/2006 - Autre pays qu'on nous présente en plein essor. Des centaines de millions dans les compagnes et dans les villes vivent à un tel niveau de pauvreté que le taux d'enfants sous-alimentés est deux fois plus élevé que celui de l'Afrique sub saharienne ; 70% de la population est illettrée, les maladies endémiques sont en développement ; le pays manque totalement d'infrastructures économiques. La corruption atteint un tel niveau que seulement 15% des crédits attribués pour soulager la misère atteignent les destinataires.

MONDE - *22/11/2006 - Egalité des chances : 40 millions de malades infectés par le Sida en 2005 dont 25 millions en Afrique subsaharienne et 9 millions en Asie. 3 millions de nouveaux cas (dont 900.000 en Asie) et 2 millions de décès (dont 600.000 en Asie)

MONDE - *3/9/2006 - Commerce équitable : au Pérou, dans une région reculée des Andes la cueillette du café vendu sous cette étiquette est payée 2,40 euros pour une journée de dur labeur de 12 heures, en dessous du minimum légal. Mais ce qui en sort est certifié " équitable "

Magie des chiffres -* Ce que valent les chiffres des statistiques. Alors que le PIB aurait augmenté, selon les pays de 4 à 8% par an ces mêmes chiffres reportés sur 40 années montrent que cette augmentation est dérisoire. En Afrique sub saharienne, alors que la moyenne des dernières années annonce 3% d'augmentation du revenu par habitant, celui-ci ne s'est accru en fait que de 0,3% depuis 1964. On peut aussi mesurer certains effets pervers. Par exemple au Botswana le revenu par habitant aurait augmenté de 4,6% de 1994 à 2004, mais c'est à cause de la mortalité (pour partie due au Sida, qui a fait tomber l'espérance de vie de 56 ans en 1970 à 37 ans aujourd'hui), ce qui fait que même si le PIB global stagne ou diminue, le PIB par habitant peut augmenter.

Quand le capital se fait peur avec ses propres turpitudes mais étudie comment s'y adapter : un rapport du gouvernement britannique déclare ; " **Le changement climatique** présente un défi pour l'économie ; il constitue l'échec du marché le plus important et le plus étendu que l'on n'ait jamais connu ". Les mesures que le capital compte prendre pour se survivre causeront des perturbations de l'ampleur des guerres et des dépressions du 19ème siècles. Bien on ne dit pas qui devra en faire les frais et faire les efforts pour sauver la société d'exploitation . A moins que....

Egalité des chances - *6/12/2006 - Selon une étude d'un organisme spécialisé des Nations Unies, **2% de la population mondiale détient 50% de la richesse mondiale;.** 50% de la population mondiale ne détient pour sa part que 1% de la richesse mondiale Cela veut dire que 48% de la population mondiale détient 49% de la fortune mondiale . Ce qui pourrait aussi donner par rapport à la population mondiale : les riches (2%) , les classes moyennes (48%) et les plus que pauvres (50%). Pour la France 10% de la population - les plus riches - possèdent 61% de tout le patrimoine national

FRANCE - *15/11/2006 - Enfermement. Le numéro de sécurité sociale personnel et aisément vérifiable deviendrait un numéro universel donnant accès à tous les dossiers (chaque " citoyen " figurerait déjà ainsi dans plus de 400 fichiers. Distincts plus ou moins jusqu'ici.

Incohérences du capital - * Le monde compte un milliard de jeunes de 12 à 24 ans en attente de trouver un emploi simplement pour survivre avec d'énormes différences suivant les pays. Les jeunes allemands seraient parmi les favorisés, même si, comme en France, la précarité les menace. Une étude allemande propose de créer entre 1, 2 millions à 3 millions d'emplois pour forcer les vieux à rester au travail alors que la moitié des entreprises n'emploient aucun travailleur de plus de 50 ans et que 55% des plus de 55 ans ne retrouvent pas de travail. Il est proposé de **porter par étapes l'âge de la retraite de 65 à 67 ans.** De même ; la Commission européenne des affaires économiques et monétaires propose de supprimer dans toute l'Europe les systèmes de préretraite qui obéreraient les coûts de production.

FRANCE - *24/11/2006 - Difficile de dire la réalité des chiffres donnés par les entreprises de travaux publics qui prétendent avoir une pénurie de main d'œuvre de 48% et du bâtiment qui en avoue 32% sur 1.500.000 travailleurs. La pénurie serait amplifiée par les départs à la retraite dans les années à venir. Pressions sur le pouvoir pour ouvrir les portes de l'immigration dans laquelle ce secteur puise déjà largement sans se soucier trop e la légalité. Avec la libre circulation programmée des Roumains et Bulgares dans l'espace européen, ils pourront puiser dans un abondant réservoir peu regardant sur salaires et conditions de travail en toute légalité puisque les professions déficitaires (et pour cause) dont le BTP leur seront largement ouvertes.

*1/12/2006 - Dans la grande distribution (650.000 travailleurs dont un sur deux est un hypermarché), patronat et syndicats sont de plus en plus inquiets de l'absentéisme (arrêts maladie et autres) et du turn over). 62% des exploités sont des femmes dont 38% travaillent à temps partiel. Durée moyenne du temps de travail hebdomadaire 27 heures . Les Troubles Musculo Squelettiques ont été multipliés par 6 en 10 ans et concernent actuellement 85% de ces exploités.

***Union syndicale** - 1.500 bureaucrates syndicaux réunis à Vienne (Autriche) ont décidé de la fusion de la CISL (ex-instrument pro US de la guerre froide et de la CMT catholique pour former CSI contre la précarisation et la mondialisarion. A voir dans le chapitre de la collaboration de classe

.***Le sort des oppositions militantes dans le syndicat** - Ce n'est pas nouveau mais cela recommence toujours dans tous les syndicats. Cette fois, cela se déroule chez Dalkia France (la muktinationale de l'énergie emploie 270.000 travailleurs dans le monde). Des militants oppositionnels ont pensé pouvor se lancer dans un combat de classe via la sections syndicale CGT de l'entreprise. Barrés par la bureaucratie de la centrale CGT, ils ont dû former un nouveau syndicat pour tenter de poursuivre leur lutte. Chacun sait qu'un nouveau syndicat, même sur le plan limté d'une entreprise se trouve aux prises avec des embûches sans nombre prévues précisemment à protéger les "grands" syndicats. Les batailles juridiques qui s'ensuivent ne passionnent guère les travailleurs de l'entreprise et le plus sovent, les mlitants se trouvent en porte à faux non seulement par rapport à leur base mas aussi par rapports aux règles qui protègent les délégués ou représentants syndicaux "reconnus". Le résultat est que cinq d'entre eux se retrouvent licenciés "en toute légalité"

HOLLANDE - 27/11/2006 - Le travail des enfants, ce n'est pas seulement chez les sous-développés. La filiale allemande du groupe de messageries hollandais TNT, concurrent de Deutsche Post, recherche par petites annonces des jeunes facteurs de 13 ans payés de 10 à 15 euros pour 3 heures de travail (D P paie ses facteurs 10 euros de l'heure en moyenne)

La Différence

10/11/2006 - des manifestants anti-CPE d'Aix-en-Provence ont été condamnés respectivement, l'un à 4 mois de prison avec sursis, , trois autres à 2 mois avec sursis, à 58.000 euros d'amende et des dommages intérêts éventuels pour les flics. Le 29/11, le tribunal d'Evreux (Eure) a condamné huit jeunes émeutiers de novembre 2005 à des peines allant de 18 mois à cinq ans de prison ferme

Pour répondre aux obligations légales
Le directeur de publication
Henri SIMON